

Ouest France : Pauline Decker dénonce un salarié pour ses idées politiques

écrit par Bernard Germain | 20 juillet 2023



Là mes amis, heureusement que j'étais assis en apprenant cette nouvelle, sinon je serais tombé sur le derrière. À l'occasion de cette prise d'information, dans la catégorie des personnes abjectes, j'en ai découvert une qui a décroché la queue du Mickey : Pauline Decker, journaliste de son état à Ouest France.

Cette dame, voyez-vous, n'a rien trouvé de mieux à faire que de contacter le maire de Lorient pour l'alerter qu'un dangereux membre de «l'extrême droite» (membre de Reconquête) venait d'être recruté par ses services pour assurer un job d'été au sein de la police municipale.

Service municipaux pas sérieux, selon elle, puisque le recrutement de cet extrémiste a eu lieu sur CV, «**Sans avoir googlisé les candidats**» précise la journaliste de Ouest France.

Le maire, très gêné, a répondu à la journaliste : «**Je comprends le malaise que ça crée, mais si je mets fin à son contrat, alors je commence à me mêler des appartenances politiques des employés municipaux : c'est impossible**» (Ouest France du 17 juillet 2023)

Ces éléments méritent qu'on s'y arrête tellement ils sont graves.

Commençons par le maire, Fabrice Loher, représentant typique de la droite qui se dit «républicaine».

Il répond à la journaliste : «**Je comprends le malaise que ça crée**»... vraiment ?

L'affaire commence donc très mal. Ce Monsieur reçoit une lettre de «dénonciation» d'un «corbeau» de Ouest France qui lui demande en fait de virer un jeune pour délit d'opinion.

Au lieu d'envoyer paître l'odieux personnage qui s'autorise ce comportement, «il comprend le malaise que ça crée». Ce qui

revient à reconnaître que ça pose effectivement un problème d'avoir recruté une personne «d'extrême droite». Donc pour lui le délit d'opinion est un vrai sujet et serait un critère valable pour empêcher quelqu'un d'accéder à un emploi, ou pour le perdre. Et ce monsieur se dit «républicain» ?

Au fait, quel problème ce recrutement pose-t-il ? La ville de Lorient va-t-elle, comme la République, «être en danger» à cause du fascisme qui la menace avec ce recrutement d'un jeune au sein de la police municipale ?

Mais notre élu se souvient brusquement qu'il existe un document qui s'appelle le Code du travail, dans lequel il est clairement dit qu'on ne peut pas virer quelqu'un notamment pour ses opinions.

Et à regret, il ajoute donc à l'adresse de la journaliste : ***«si je mets fin à son contrat, alors je commence à me mêler des appartenances politiques des employés municipaux : c'est impossible»***.

Quel dommage, n'est-ce pas... Mais à ce jour, ce n'est pas encore possible.

Reste que cet élu «républicain» se montre d'une complaisance coupable face à la démarche honteuse de cette journaliste.

Est-ce bien étonnant ? Ses coreligionnaires au plan national ne font-ils pas la même chose -montrant ainsi l'exemple- vis à vis de l'extrême gauche, c'est à dire la NUPES et sa composante la plus exaltée : la France insoumise, devant laquelle ils s'aplatissent invariablement malgré les déclarations et actions délirantes de l'extrême gauche ?

Et cela fait 40 ans que cette droite «républicaine» s'aplatit devant la gauche et ses exigences politiques.

Oui, c'est un fait indiscutable, cette droite sans colonne vertébrale, sans principe et totalement couarde porte une

écrasante responsabilité quant à la situation catastrophique que vit actuellement notre pays.

Venons-en maintenant à cette journaliste.

Normalement, et jusqu'à plus ample informé, un journaliste est là pour rapporter des faits et les présenter de la manière la plus honnête et objective à ses lecteurs, leur laissant le soin d'en tirer les conclusions qu'ils souhaitent.

Or que constate-t-on dans la démarche de Pauline Decker ?

Elle ne relate pas des faits, elle ne les expose pas honnêtement et objectivement à ses lecteurs.

Non, sa démarche est radicalement inverse : elle prend l'initiative et intervient afin de modifier le cours des choses. Ce n'est plus du journalisme, c'est une action militante utilisant le média dans lequel elle travaille pour faire passer ses idées et obtenir les résultats attendus par elle.

C'est à l'évidence une grave violation de l'éthique et de la déontologie du journaliste.

Le plus extraordinaire étant que ce sont les gens comme Pauline Decker qui accusent les autres journalistes de leurs propres turpitudes.

Je veux parler, par exemple, du mauvais procès fait à Geoffroy Lejeune par les journalistes bien pensants afin de l'empêcher de pouvoir travailler au JDD. Pour l'empêcher de... professer ses idées d'extrême droite.

C'est le cas aussi pour d'autres journalistes, comme Laurence Ferrari. Elle présentait autrefois le journal de TF1. Depuis elle travaille pour CNews et Europe 1. Mauvaise pioche, ce sont des médias «fascistes» donc la pauvre Laurence Ferrari se retrouve diabolisée par les collègues bien pensants.

Laurence Ferrari est maintenant affublée du qualificatif d'«extrême droite». Ce qui la scandalise à juste titre.

Bienvenue au club, chère Laurence.

Mais revenons à nos moutons.

Notons tout d'abord que la démarche de Pauline Decker n'est pas banale.

Elle a pris l'initiative de contacter la mairie de Lorient afin de l'alerter d'un recrutement qui n'aurait pas du avoir lieu.

Reconnaissez que c'est extravagant. Cette journaliste a donc mené une enquête en amont sur ce jeune membre de Reconquête. Il était donc surveillé. Elle l'a pisté et sans doute après avoir été informée par un courageux corbeau elle a découvert qu'il était recruté au sein de l'équipe municipale de Lorient.

Combien sont-ils ainsi à être surveillés par cette journaliste, et combien d'autres journalistes se livrent à ces sinistres activités relevant du flicage ?

On est d'ailleurs endroit de s'interroger : le journal Ouest France compte-t-il ouvrir une rubrique dans laquelle il dénoncera régulièrement les «extrémistes de droite» qu'il a découvert, à la fac, dans les entreprises, les associations ou toute autre structure avec l'objectif avoué de porter atteinte à leur réputation ou leurs intérêts. Voire de les détruire socialement.

En tout cas cet événement confirme qu'un véritable système de surveillance est en train de se mettre en place qui flique les gens jugés à problème par les bien pensants. Pour les marginaliser, ou les tuer socialement.

Le pays qui avait généralisé la chose au XX^e siècle était la RDA (Allemagne de l'Est) et la police concernée était la STASI. Police politique de la RDA, comme le Guépéou l'était

dans l'URSS communiste.

On n'oubliera pas que suite à l'effondrement du mur de Berlin, les archives de la STASI ont été rendues publiques et le monde a pu mesurer avec stupeur l'incroyable ampleur du système de surveillance qui avait été mis en place dans ce pays, y compris jusqu'au sein des familles.

C'est donc indiscutablement ce genre d'organisation qui est en train de se mettre en place en France en 2023 dans une stupéfiante indifférence de la majorité de la classe politique et des médias aux ordres qui sont complices ou font semblant de ne rien voir. Il n'a bien sûr pas encore l'ampleur de ce qui exista en RDA, mais ce qui compte c'est que la machine est lancée dans notre France de 2023 et qu'il se trouve des personnes pour le servir sans état d'âme.

La seconde chose qui me semble importante à souligner c'est le profil de cette journaliste.

Elle semble avoir entre 30 et 40 ans. Un âge où normalement la vie vous a déjà appris certaines choses.

Dès lors, on ne peut que s'interroger.

Comment cette personne, qui se réclame de la gauche et devrait donc selon les dogmes qu'elle professe être attachée à la «démocratie», peut-elle dénoncer une personne à son employeur, au motif de ses opinions politiques et dans le but explicite de lui faire perdre son emploi ?

Dénoncer un individu, est-ce le rôle d'un journaliste ?
Obtenir le licenciement d'une personne : est-ce cela de nos jours la finalité du métier de journaliste ?

Et d'une manière plus globale, Pauline Decker trouve-t-elle normal que quelqu'un soit inquiété pour ses opinions ?
Manifestement, oui.

En généralisant une telle conception, un étudiant mal pensant

devrait être viré de sa faculté, un employé mal pensant devrait être chassé de son entreprise, un fonctionnaire mal pensant devrait être expulsé de l'administration, un voisin mal pensant devrait être jeté en prison,...

Mais dites-moi, un tel régime est-ce que ce ne serait pas ce qu'on appelle une dictature ?

Reste ce qui est sans doute le côté le plus fascinant de l'affaire.

Pauline Decker (combien sont-ils à être comme elle ?) se présente comme une démocrate luttant pour empêcher notre pays de sombrer dans le fascisme. Ce qui relève d'ailleurs d'un délire absolu puisque ce danger n'existe pas, mais surtout parce que -au nom de la démocratie- elle commet les pires atteintes à la démocratie.

Si elle le pouvait, selon sa logique, elle ferait certainement jeter en prison ce jeune et combien d'autres ?

Pauline Decker ne semble pas en avoir conscience, mais au nom de la démocratie elle assassine la démocratie.

Un journaliste est supposé avoir un minimum de connaissances et de réflexion.

Mme Decker n'a-t-elle pas entendu parler des millions de morts du stalinisme ? N'a-t-elle pas entendu parler des millions de morts du Maoïsme ? N'a-t-elle pas entendu parler des camps de rééducation de la Corée du Nord ou de Pol Pot ? N'a-t-elle pas connaissance de tous les morts du castrisme ? Et cette liste n'est pas exhaustive.

Tous morts, ou victimes d'une épouvantable rééducation, au motif qu'ils n'avaient pas les «bonnes idées».

Et pourtant en 2023, sans vergogne et visiblement sans avoir rien appris des leçons de l'histoire, elle reprend à son compte cette fière tradition du délit d'opinion chère à tous

les ennemis de la liberté. Ce serait donc cela le noble combat pour la défense de la démocratie des temps modernes ?

Non, le combat que mène Mme Decker n'est pas le combat pour la défense de la liberté ni de la démocratie. Son combat est une épouvantable abomination. Une horrible reprise du combat qui a motivé les tortionnaires et les assassins au service de tous ces régimes anti-démocratiques qui ont causé la mort ou les persécutions de dizaines de millions de personnes au cours du XX^e siècle.

En se faisant l'écho des «exploits» de Mme Decker, le journal Ouest France montre d'une part qu'il n'a rien à y redire et en est de ce fait totalement complice et d'autre part à quel point ce journal est aux antipodes des valeurs qu'il prétend défendre.

Quant à Mme Decker elle n'est qu'un sinistre personnage, un Torquemada des temps modernes.

Heureusement qu'elle n'aura jamais le pouvoir.

Bernard GERMAIN

<https://ripostelaique.com/ouest-france-pauline-decker-denonce-un-salarie-pour-ses-idees-politiques.html>